

Note de lecture :

« Eolien Industriel : un échec en filigrane dans les statistiques Européennes », ¹

Par Antoine Bonduelle² pour le CLER,

Soulignons d'emblée le ton très idéologique de ce document. Ainsi, l'éolien y est qualifié 48 fois en 9 pages de « industriel » (hors les graphes), ce qui donne plus au texte une allure de tribune plus que d'une étude. Le texte est suivi par 19 pages de graphes et de tableaux annexes, sans lien ou renvoi avec le texte. Quelques unes des allégations du texte sont analysées plus loin. Mais l'affirmation centrale, c'est que l'éolien ne réduit pas la consommation de combustibles fossiles et les émissions de CO2 dans des pays comme l'Allemagne ou l'Espagne. Plus c'est gros, plus ça marche...

Comme les auteurs de ce texte, examinons les émissions de gaz à effet de serre dans l'Europe des 27, telles que suivies par l'Office Statistique Européen Eurostat. Sur la base de ces résultats officiels³, on peut observer notamment que :

- Les trois plus gros producteurs de nucléaire (France, Royaume-Uni, Allemagne) sont aussi les trois plus gros émetteurs de gaz à effet de serre de l'Union.
- En prenant maintenant une base par habitant, on observe que la Finlande et la Belgique comptent parmi les plus nucléarisés par habitant, mais aussi qu'ils se situent parmi les pays les plus émetteurs de l'Union *per capita*⁴.
- Toujours sur la base de l'Eurostat, on observe que les Lettons -record des énergies renouvelables- sont aussi meilleurs pour leurs émissions par habitant que leurs collègues Lithuaniens, pourtant très producteurs d'énergie nucléaire⁵.

Si maintenant nous en tirons la conclusion que le nucléaire n'a pas d'impact positif sur la situation des émissions des pays concernés, on dira –à juste titre – que le raisonnement est invalide, voire de mauvaise foi.

Pour l'éolien, c'est pourtant exactement ce que fait le document « FED », et l'interprétation qu'en donnent des media complaisants. Le rapport affirme en effet que dans les pays étudiés, en particulier Allemagne et Espagne, la montée en puissance de l'éolien n'a pas diminué les émissions de gaz à effet de serre entre 2000 et 2005. Ce point de vue est en effet mensonger.

Tout d'abord, les pays décrits ont une base de production d'électricité au charbon et au gaz naturel. Quel que soit le périmètre considéré (région, pays, réseau européen), chaque unité d'électricité substituée depuis cinq ans se retrouve en déduction d'une production thermique, et ce quel que soit le mois de l'année. Ceci est vrai quel que soit le mode de calcul et le périmètre considéré.

Ceci peut être plus discutable dans des pays au carbone plus marginal comme la France, où l'impact des politiques doit être appréhendé sur la base de leur impact sur le système.⁶ Mais pour l'Espagne ou

¹ « Eolien Industriel : un échec en filigrane dans les statistiques Européennes », Fédération Environnement Durable (FED), édition décembre 2007 V2.0

² Ingénieur Consultant E&E, Energie_Environnement@orange.fr

³ EUROSTAT 2007

⁴ Respectivement 3^{ème} et 4^{ème} plus gros producteurs de nucléaire par habitant, et pourtant 5^{èmes} et 6^{èmes} plus important émetteurs de l'Europe des 27 en 2005. Source Eurostat 2007. En équivalent CO2, la Belgique émet 13,8 tCO2/h et la Finlande 13,2 tCO2/h. A titre de comparaison, les pays montrés du doigt par FED font respectivement : Allemagne 12,1 tCO2/h ; Danemark 11,8 tCO2/h; Espagne 10,2 tCO2/h; France 8,8 tCO2/h.

⁵ IDEM

⁶ En France, en Suisse ou en Suède, un tel résultat fait l'objet de discussions selon que la méthode de calcul ou selon que l'on prend en compte ou non les importations et les exportations. Cette discussion oppose par exemple EDF à sa filiale RTE-EDF ou à GDF, sur la question du chauffage électrique. Voir Bonduelle A. et Joliton D. 2007 « Quelles émissions attribuer aux économies d'électricité », La Revue de l'Energie N°580, novembre-décembre, ou A. Bonduelle A, Joliton D. « Carbon displaced by Energy Savings », 4_271 ECEEE Summer study 2007

en Allemagne, les deux pays pourtant visés en premier par FED, et quel que soit le mode de calcul, le gain de l'éolien y est substantiel et proportionnel à l'électricité substituée (du gaz et du charbon)⁷. C'est un résultat physique.

Un raisonnement bancal

En second lieu, si l'on considère maintenant – ce que ne fait pas FED – l'évolution économique des secteurs consommateurs dans ces pays, sans la montée de l'éolien, la production thermique classique aurait été plus élevée d'autant. Ici aussi, et pour tous les modes de raisonnement (avec et sans les échanges extérieurs, sur une base horaire ou saisonnière...), l'éolien a eu un rôle positif sur les émissions de gaz à effet de serre de ces pays, proportionnel à sa contribution. Quel que soit les reproches que l'on peut faire par ailleurs à l'implantation des éoliennes, nier leur rôle dans la réduction des émissions de dioxyde de carbone est absurde et erroné.

Mais FED franchit ce pas, en prenant une comparaison entre l'année 2000 et l'année 2005, et en observant que les émissions des deux pays ont augmenté, puis en estimant que l'éolien a échoué à faire baisser les émissions. Pour résumer son propos, le texte étudié prend deux variables : la production éolienne et les émissions de gaz à effet de serre. Il postule qu'elles sont liées et en déduit que l'éolien a échoué à faire baisser les émissions. Mais la logique est ici absente. En réalité, les deux variables sont liées entre elles, mais seulement indirectement via les bilans de gaz à effet de serre à la production d'énergie d'une part, et via les consommations des secteurs économiques d'autre part. Le raisonnement n'a donc pas de sens sans se rapporter à la croissance des secteurs économiques et à l'évolution de la demande.

De plus, lorsque l'on étudie une telle période courte, les variations peuvent être importantes entre les années. C'est le cas pour la France qui met ou non en place d'importants moyens thermiques pour son électricité selon la production de son parc hydraulique et la performance du nucléaire.

Le rapport s'intéresse à trois pays : Danemark, Allemagne, Espagne, et dans une moindre mesure la France. Pour éviter d'avoir à considérer les « circonstances particulières », les auteurs affirment d'emblée qu'il s'agit de pays ayant tous « un niveau de vie similaire ». Cette approximation est très importante, surtout si on considère les variations de ces dernières années.

Ainsi, pour l'Espagne, ce caractère « similaire » à la France est désormais vrai, mais cela ne l'était pas en 2000 puisque ce pays a connu, depuis, une forte croissance économique et immobilière. En parité de pouvoir d'achat, un Espagnol a gagné dix points de pourcentage sur la moyenne de l'Europe à 27, tandis que le Français perdait huit points !⁸

De son côté, le Danemark peut-il être présenté comme ayant un niveau de vie similaire à celui de la France, alors que la différence en parité de pouvoir d'achat est de plus de 20%⁹, et même de plus de 50% sur le PIB si on prend le taux de change¹⁰, ce qui est considérable ?

De plus, la température moyenne au Danemark est de 7,8°C (3,7 en janvier !) contre 12°C en France métropolitaine (et 17°C à Menton). En degrés jours, l'unité qui permet d'évaluer les besoins de chauffage du logement et des bureaux, cela fait presque le double de besoins de chauffage, ce qui nécessiterait des corrections pour permettre la comparaison entre pays !¹¹ Sur l'année 2005, cette différence expliquerait à elle seule plus de la moitié de l'écart entre la France et le Danemark !¹²

La répartition des émissions entre pays européens tient d'ailleurs compte des circonstances particulières des Etats-Membres. C'est la fameuse « bulle européenne », qui partait d'une logique de

⁷ Par exemple, Rathmann, M. 2005 « Do support systems for RES-E reduce EU-ETS-driven electricity prices », Energy Policy, Elsevier Ltd. University of Flensburg

⁸ Eurostat 2007 : Si l'Europe à 27 est au repère 100, entre 1997 et 2007 l'Espagnol passe de 93,6 à 105,4 et le Français descend de 115,1 à 107,7.

⁹ Eurostat 2007

¹⁰ En 2005, PIB du Danemark 1555 Mds de Couronnes (214 Mds d'€) contre 1650 Mds d'€ pour la France (INSEE) soit 26300 € pour un Français et 39500 € pour un Danois.

¹¹ Le document FED parle même (p.5) d'un mystérieux « périmètre constant ».

¹² Par habitant (Eurostat 2005) les émissions sont de 11,8 pour le Danemark, et 8,8 pour la France, alors que l'usage chauffage est de l'ordre de 1,5 tCO₂/h selon des données CEREN (in Note de synthèse du CESP 163, 2006).

démographie, d'économie et d'efficacité énergétique pour estimer que l'Espagne allait fortement croître ses émissions, l'Allemagne les diminuer fortement, etc. et a réparti les efforts en conséquence¹³. On pourrait bien entendu critiquer – comme pour tous les pays signataires du Protocole de Kyoto – l'allocation des moyens alloués dans ces pays à la lutte contre le changement climatique. Mais, bizarrement, cette idée n'apparaît nulle part dans le document FED comme explication des résultats en terme d'émission. Peut-être est-ce parce que la France – présentée dans le rapport comme exemplaire – apparaîtrait ici sous un moins bon jour¹⁴. En effet, sous cette aune, l'ordre des pays « vertueux » change complètement, puisque le Danemark arrive alors largement en tête de l'Europe de l'Ouest, avec une diminution de 6,2% de ses émissions¹⁵ sur la période 2000-2005 décrite par FED (sur 1995-2005 c'est même 16,2%). Ainsi, ce reproche de faire des efforts insuffisants d'économie d'énergie, que l'on peut faire aux pays visés par FED comme à leurs voisins, a en effet peu à voir avec la montée en puissance de l'éolien.

A noter que le texte FED lie le développement des énergies renouvelables dans l'Union Européenne aux engagements de Kyoto, ce qui n'est pourtant pas leur motivation exclusive.¹⁶

Autres divagations du texte

Hors du propos central sur les émissions de CO₂, le texte comprend de nombreuses allégations très idéologiques et souvent fausses. Ainsi, l'éolien est notamment qualifié de « utopie inutile »¹⁷, dont le déclin aurait commencé. C'est d'ailleurs l'hypothèse de base du texte, indiquée page 4, selon laquelle l'éolien « *développé à son maximum, réduit-il réellement la consommation de combustibles fossiles et les émissions de CO₂ d'un pays ?* ». Le texte pose ainsi pour 2005 que la production éolienne allemande se situe à 4,2% de la demande. Le chiffre 2007 est pourtant de 7,2%¹⁸, ce qui relativise l'idée d'un « plafonnement » de la production.

Dès l'introduction puis plus loin dans le texte, il y est affirmé que l'éolien est un « échec industriel », sur la base de deux dépêches d'agences de presse. Le déclin de l'industrie de l'éolien est pourtant difficile à soutenir, avec par exemple pour 2007 l'installation de 20 000 MW de turbines éoliennes dans le monde, produites majoritairement en Europe. Ce chiffre a pulvérisé les prédictions et créé de sérieux goulots d'étranglement dans la production. L'industrie a des problèmes, mais sûrement pas celui d'une déconfiture.

Cette affirmation d'un éolien « à ses limites » serait par exemple en contradiction avec le consensus obtenu par le rapport 2007 du GIEC : le panel mandaté par l'ONU attribue ainsi aux énergies renouvelables électriques comme l'éolien un potentiel mondial de mitigation plusieurs fois supérieur au changement de combustible (charbon-gaz), au nucléaire ou encore à la capture-stockage du carbone¹⁹.

Autre raisonnement étrange, le texte cite les 74 000 emplois en Allemagne estimés par les professionnels, mais uniquement pour estimer que ces emplois sont menacés et que les professionnels sont aux abois (p.9). On peut penser que bien des secteurs européens aimeraient créer en peu d'années un tel nombre d'emplois, même si leur avenir n'est bien entendu pas « bétonné » sur le long terme.

Le texte s'intéresse surtout à trois pays : Allemagne, Espagne, Danemark. Sur l'Allemagne, les auteurs parlent avant tout de la sortie du nucléaire, qu'ils jugent peu réaliste (p.6). Il est également intéressant

¹³ Espagne +15%, Allemagne -21%, Danemark -21%. Ces deux derniers pays estiment être en mesure de respecter leur part de l'engagement de l'Union Européenne pour la première période de Kyoto.

¹⁴ Voir les exemples développés par O.David et A. Fabre, « Les économies d'énergie dans l'habitat existant, une opportunité si difficile à saisir ? », Mines Paris – ParisTech 2007

¹⁵ En valeur per capita 7,6% sur 2000-2005, et 18,3% sur 1995-2005. L'Allemagne fait aussi un effort important avec un taux de 9,6% sur 1995-2005 contre 5,6% pour la France, tout en augmentant fortement ses exportations industrielles. (source Eurostat 2007, déjà cité)

¹⁶ Proposition de directive 2008 sur les renouvelables, paragraphe de motivation : "réduction des émissions de gaz à effet de serre, au développement durable, à la sécurité de l'approvisionnement et à l'expansion de secteurs d'activités fondés sur la connaissance et constituant une source d'emplois, de croissance économique, de compétitivité et de développement régional et rural. "

¹⁷ Le vice-président du groupe FED et co-auteur du rapport, interrogé par FR3 Lille estime que l'éolien est inutile, puisque l'électricité pourrait à meilleur compte être produite « par le solaire thermique ».

¹⁸ BWE 2008

¹⁹ GIEC 2007, groupe III, chapitre 4 (FAR WGII ch.4 « Energy Supply »), sur www.ipcc.org

de voir que la FED insinue (p.6) que le développement éolien n'apporte rien puisque les émissions de CO₂ de l'industrie de l'énergie ont augmenté de 1,2%, elle oublie malheureusement de dire que dans le même temps la production d'électricité a augmenté de plus de 8%.

Par ailleurs pour ce pays, le rapport parle d'aide financières « colossales » ce qui dans le cas de l'éolien est douteux : dans ce pays, nucléaire et surtout charbon²⁰ reçoivent des subventions publiques considérables, notamment pour faire face à leurs coûts de démantèlement et les conséquences sociales de leur déclin. Ainsi, pour le charbon, la subvention publique se stabilise encore autour de 2,5 milliards d'Euro annuels, probablement jusqu'en 2018. A l'inverse, le prix de revient de l'électricité éolienne – qui ne reçoit pas de fonds publics – s'est trouvé la plupart du temps en Allemagne sous le prix du marché, ce qui a eu pour effet de faire baisser le prix moyen pour le consommateur, comme le montrent des études détaillées des cours de l'électricité par l'Institut HWWA de Hambourg et par l'Université de Duisbourg pour EON²¹.

Sur l'Espagne, l'auteur admet que l'éolien produit 7,2% de son électricité²², mais indique immédiatement que « les émissions du secteur de l'énergie ont cru de 10% sur la période 2000-2005 ». Ici encore, la causalité avec le développement de l'éolien est suggérée puis affirmée. Il est intéressant de remarquer pourtant que la consommation d'électricité de ce pays a augmenté de 18% sur la même période. En regardant ensuite d'un peu plus près la décomposition de la production d'énergie, il est également intéressant de voir que sur la même période la production hydraulique a baissé fortement. Au total la part d'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique électrique a donc peu varié puisque 70% de l'éolien installé durant ces 5 ans a uniquement permis de compenser la moindre production d'hydroélectricité²³.

Quant au Danemark, il mérite un développement particulier tant la note FED accumule contradictions et approximations sur le réseau électrique de ce pays. Le rapport note en effet que les résultats sont plutôt bons²⁴, mais selon les auteurs « en trompe l'œil ». Comme dans le reste du rapport, le résultat précède le raisonnement.

Plusieurs affirmations sont mensongères ou manipulatoires. Par exemple, le Danemark – qui fonctionne avec le réseau nordique Nord Pool – est présenté longuement comme un pays « instable » parce qu'il échange beaucoup de courant, sur une base annuelle équilibrée entre imports et exports. Il s'agit pourtant d'une caractéristique constante des plus petits pays situés en réseau maillé. On pourrait dire la même chose de la Belgique par exemple, un petit pays qui est inséré dans des réseaux plus gros.

²⁰ Storchmann, K.2004 “The rise and fall of German hard coal subsidies”, Economics Department, Yale University, New Haven, USA in Energy Policy Volume 33, Issue 11, July 2005, Pages 1469-1492

²¹ Il n'y a pas à proprement parler de subvention à l'éolien en Allemagne, mais seulement une obligation d'achat par les compagnies dont le surcoût est estimé par l'industrie électrique à 900 M€ en 2006. Cependant, la notion de « surcoût » doit être appréciée en se comparant aux autres prix de l'électricité payé par le consommateur avec et sans l'éolien.

Selon deux études récentes, la production éolienne en Allemagne est fortement corrélée avec une baisse des prix du courant sur la bourse de l'électricité à Leipzig. Selon l'Institut d'études économiques internationales de Hambourg (HWWA), ceci induit une économie pour les consommateurs de l'ordre de 1 milliard d'Euro annuels. Cette économie profite avant tout aux consommateurs professionnels, car les tarifs régulés ne sont pas affectés. Ceci correspond à une baisse de production marginale des centrales thermiques lors de la production éolienne. Cette étude est corroborée par les recherches de EON sur les prédictions éoliennes, réalisées à l'université de Duisbourg-Essen. La baisse des prix est alors estimée encore plus importante car elle inclut les coûts externes dus aux émissions de gaz carbonique évité soit environ trois fois plus. Selon l'industrie allemande de l'électricité, le tarif d'achat imposé par la réglementation pose à cette industrie un surcoût de 900 M€ en 2006. Cette somme est nettement inférieure à l'impact de l'éolien sur les prix. La production éolienne induit ainsi une forte baisse de la rente des producteurs électriques outre-Rhin. Sources : Bode S. et Groscurth H. 2006, “Zur Wirkung des EEG auf „den Strompreis“ HWWA Discussion Paper 348 Hamburg Institute of International Economics (HWWA) et Arrhenius Consult gmbh, Hamburg (sur www.hwwa.de); Neubarth J. et al. « Beeinflussung der Spotmarktpreise durch Windstrom-erzeugung », Energiewirtschaftliche Tagesfragen 56 Jg (2006) Heft7.

²² En 2006, 10,5 selon Windpower Monthly

²³ Eurostat 2007 (déjà cité)

²⁴ Les centrales thermiques récentes du Danemark sont toutes reliées au réseau de chaleur urbain, qui connecte la majorité de l'habitat-tertiaire de ce pays. L'utilisation de la biomasse dans les réseaux de chaleur en cogénération a permis de diviser de moitié les émissions spécifiques (517 en 2005 contre 937 grammes en 1990 ; Danish Energy Agency 2006).

Cet argument est de plus révélateur, car l'équilibre des investissements devrait plutôt être posé pour les pays qui exportent ou importent structurellement (France, Italie...), ce qui dénote bien plus de mauvais choix d'investissement²⁵.

De plus – contrairement à ce qu'affirme le rapport à plusieurs reprises – les échanges d'énergie du Danemark ne proviennent pas de l'éolien, mais très majoritairement de la production combinée des réseaux de chaleur danois, d'une part, et du chauffage électrique suédois qui crée un déséquilibre entre le Nord et le Sud de ce pays. Des liaisons électriques limitées ne peuvent en effet absorber l'énorme gradient de température (350 MW/°C) du sud de la Suède, malgré la forte production hydraulique dans le nord de ce pays²⁶. Les variations annuelles de ces trois grandeurs (production combinée danoise, chauffage électrique suédois, hydraulique suédoise) sont une caractéristique essentielle du réseau scandinave. L'éolien n'y a que peu à voir.

Le document va même plus loin, car ces dernières affirmations (p.7) servent à montrer que l'éolien n'a fait que reporter des productions thermiques à l'étranger. C'est faux, mais l'auteur s'en sert quand même pour sa démonstration que l'éolien « produit du CO2 ». De façon remarquable, l'auteur commence son développement (p.7) par des hypothèses au conditionnel : « vraisemblablement », « il y a fort à parier » (on l'a vu, ces propositions sont fausses) tandis que la conclusion, elle, est à l'indicatif.

Même le black-out de 2006 est mis injustement sur le dos de l'éolien (p.7) alors que les trois black-out important de cette période sont venus d'une centrale nucléaire suédoise, d'une liaison de montagne entre Suisse et Italie, et dans le cas cité d'une fausse manœuvre du réseau électrique E.ON²⁷.

Sur le Danemark enfin, un argument biaisé consiste à donner un chiffre d'émissions du secteur de l'énergie, qui semble montrer des émissions considérables pour la production d'électricité, alors que la majorité de ces émissions doit en réalité être attribuée au chauffage urbain. Dans ce pays en effet, la majorité des habitations et des bureaux sont raccordés aux centrales thermiques.

Une causalité « rétroactive »

Un autre argument pour le moins spécieux est développé dans le document. La croissance de l'électricité thermique dans les pays européens y serait due... à l'éolien. Ici encore, la juxtaposition de propositions sans lien de causalité est époustouflante : l'énergie éolienne est intermittente ; on a construit des centrales au gaz en Espagne et des projets sont en cours pour des centrales au charbon en Allemagne. Donc l'éolien a entraîné l'augmentation de la production thermique et des constructions nouvelles de centrales. Magnifique logique.

Un peu de recherche montrerait que la construction de centrales au gaz en Espagne s'est faite pour faire face à la demande croissante, grâce à des prix élevés de l'électricité. En Allemagne, la fin du système des subventions au charbon a été négociée âprement par les régions et les entreprises concernées, qui bénéficient de sursis importants (et scandaleux). Mais l'éolien n'a rien à voir.

En réalité, FED reprend ici à rebours le reproche fait aux énergies renouvelables de leur intermittence. La variation des ressources sur l'année pose en effet la question du complément nécessaire pour compenser cette variation sur l'année et durant les pointes. La question de l'optimisation des ressources et du système se pose d'ailleurs pour toutes les formes d'énergie. Lorsque le taux d'éolien sur les grands réseaux dépassera 20%, voire 50%, la question sera en effet posée, et sera « un problème compliqué mais soluble d'ingénieur », comme le disent les compagnies concernées comme RWE ou E.ON. Selon les auteurs les plus sérieux comme Paul Gipe²⁸, le taux annuel de la production de soutien si on choisit comme complément la turbine à gaz ne dépasserait pas 10% pour des taux élevés d'éolien et les hypothèses les plus pessimistes, même en l'absence de technologie de stockage.

²⁵ Voir Bonduelle A. 2006 « La surcapacité nucléaire, quelle aurait pu être une stratégie d'équipement optimale ? », La Revue de l'Energie N°569

²⁶ Pyrko J. et al. 2003 « Pay for load demand – electricity pricing with load demand component », ECEEE summer study, Time to turn down energy demand p.987-998, Stockholm,

²⁷ André Merlin, et à l'époque président de RTE et adversaire déclaré de l'éolien, note que dans ce cas il ne s'agit pas « d'une insuffisance de production » mais d'une erreur de manœuvre du réseau E.ON. Note à la Fondation Robert Schumann, 27 novembre 2006.

²⁸ Gipe P. 2004 « Wind Power », James & James, Londres

Mais surtout, ces compléments de puissance hypothétiques se situent... dans le futur. Attribuer les constructions de centrales thermiques de la dernière décennie à l'éolien, cela relève tout simplement de l'affabulation, puisque la conséquence devrait alors précéder l'effet.

On peut aussi faire remarquer que la construction gaz n'est pas limitée à l'Allemagne ou à l'Espagne²⁹. En effet, le RTE-EDF prévoit la mise en service de 7 à 22 grandes centrales au gaz et au charbon d'ici à une quinzaine d'années³⁰. Cette croissance des productions thermiques est liée à l'augmentation du chauffage électrique, et aussi à des déséquilibres régionaux (Bretagne, Nice). Ces constructions, pour lesquelles les énergéticiens publics français ont leur part (centrales thermiques, terminaux gaziers...) posent de sérieuses questions sur les émissions de la France dans un avenir prochain. Le choix du gaz – qui est général en Europe – s'explique aussi par la libéralisation des acteurs, par le prix limité des quotas de CO2 voire à leur distribution gratuite dans le système européen d'échange du carbone.

En conclusion : des arguments inacceptables

Le texte FED et d'autres textes similaires pourront être décryptés plus en détail. On pourra aussi distribuer des cartons jaunes, pour ceux qui propagent cette littérature sans pincettes.

On pourra aussi se demander pourquoi un groupe qui s'auto intitule « Fédération Environnement Durable » choisit d'inventer des arguments aussi bancals. Il est vrai qu'il y a eu un précédent durant les années Madelin (1986), durant lesquelles un groupe d'énarques de Bercy tentaient de « prouver » que les politiques de maîtrise de l'énergie ne servaient à rien, puisque l'énergie consommée en France continuait d'augmenter, et ceci de façon non corrélée sur plusieurs années avec les dépenses publiques dans ce domaine. La logique était identique : sur peu de points de mesure, on postule le lien entre deux variables, et si on ne le trouve pas, c'est donc « haro sur le baudet ».

Le débat n'est pas clos sur l'éolien. Mais une première conclusion, elle, est certaine. Le document intitulé « Eolien Industriel, étude comparée Allemagne – Danemark – Espagne – France » repose sur des raisonnements faux. Il relève de la manipulation et de la malhonnêteté intellectuelle.

²⁹ Le Danemark semble exclu de cette partie du texte de FED, sans doute parce que les centrales thermiques sans cogénération y sont... interdites.

³⁰ « Bilan prévisionnel de l'équilibre offre-demande d'électricité en France », RTE 2007